



Newsletter

N° 211 – Août 2018

Secrétariat général de la CSSF
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-2560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu



RESSOURCES HUMAINES

Evolution du personnel de la CSSF

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 4 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Métier OPC

Lucien CLEMENT

Rainer LAND

Surveillance des banques

Bob MORBACH

Gerty SONG

La CSSF compte 808 agents, dont 438 hommes et 370 femmes au 1^{er} août 2018.

AVERTISSEMENTS

Avertissements publiés par la CSSF

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a publié les avertissements suivants :

- 23 juillet 2018 : Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Redbrook Financial Management
- 1^{er} août 2018 : Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Cryptofinance

Les avertissements mentionnés ci-dessus sont disponibles sur notre site Internet à l'adresse <http://www.cssf.lu/consommateur/avertissements/news-cat/90/>.

Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal.

REGLEMENTATION NATIONALE

Circulaire CSSF-CPDI 18/12

La circulaire a pour objet de solliciter des informations sur les dépôts, en particulier sur les dépôts garantis, en date du 30 juin 2018 de tous les établissements de crédit de droit luxembourgeois, de la POST Luxembourg du chef de ses prestations de services financiers postaux ainsi que des succursales d'établissements de crédit ayant leur siège dans un pays tiers.

Circulaire CSSF 18/695

La circulaire a pour objet de mettre à jour le tableau B 4.6 « Responsables de certaines fonctions et activités ».

Loi du 20 juillet 2018

La loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché

intérieur « PSD2 » (désignée ci-après « directive (UE) 2015/2366 »). La directive (UE) 2015/2366 remplace la première directive sur les services de paiement (désignée ci-après « directive 2007/64/CE »), transposée en droit national par la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement. La directive s'inscrit dans l'objectif de créer un marché européen des services de paiement plus intégré et plus sûr qui tient compte des innovations technologiques dans le domaine des services financiers.

La loi transpose les changements par rapport à la directive 2007/64CE en procédant à une série de modifications de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

Les parties les plus novatrices de la loi sont celles qui visent à adapter le cadre légal existant aux nouvelles technologies. En effet, la digitalisation des services financiers s'accélère et fait apparaître de nouveaux services de paiement et prestataires de services à caractère technologique. Dans l'intérêt de la sécurité juridique et à des fins de protection des utilisateurs, ces nouveaux services d'information sur les comptes et services d'initiation de paiement sont dorénavant légalement encadrés et les prestataires desdits services font l'objet d'une supervision. La loi établit de manière explicite le droit des payeurs et utilisateurs de services de paiement de s'adresser aux prestataires de services d'initiation de paiement et prestataires de services d'information sur les comptes afin d'obtenir lesdits services.

La loi détaille davantage le régime et la procédure en matière de passeport européen des établissements de paiement et de monnaie électronique. En matière de surveillance des activités transfrontalières des établissements agréés, la loi, conformément aux nouvelles dispositions de la directive (UE) 2015/2366, organise une procédure de coopération plus détaillée et étroite entre les autorités compétentes concernées et renforce notamment les pouvoirs de l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil. La CSSF, en tant qu'autorité compétente, peut ainsi prendre des mesures conservatoires en cas d'urgence à l'égard des établissements agréés dans un autre Etat membre et exerçant leurs activités au Luxembourg, lorsqu'une action immédiate est nécessaire pour contrer une menace grave pour les intérêts collectifs des utilisateurs de services de paiement au Luxembourg.

La loi introduit en outre des dispositions qui sont destinées à renforcer les droits des utilisateurs de services de paiement, par exemple, en réduisant leur responsabilité de 150 euros à 50 euros en cas de paiements non autorisés consécutifs à l'utilisation d'un instrument de paiement perdu, volé, ou détourné, ou encore en prévoyant des exigences d'information à charge des prestataires concernant les procédures de réclamation et de règlement extrajudiciaire des litiges. Afin de renforcer la sécurité des paiements électroniques, les prestataires de services de paiement sont en principe également tenus d'appliquer une authentification forte du client lorsque celui-ci accède à son compte en ligne, initie une opération électronique ou exécute une action grâce à un moyen de communication à distance et comportant un risque de fraude. Des procédures efficaces de gestion et de signalement des incidents opérationnels ou de sécurités majeurs ainsi qu'une communication sécurisée entre prestataires de services gestionnaires de compte et prestataires tiers sont requises par la loi. Par ailleurs, la loi opère une série de modifications ponctuelles de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement qui ont pour finalité des alignements, sans changement de substance, de ladite loi au texte de la directive (UE) 2015/2366 ainsi que l'ajustement des dispositions relatives aux établissements de monnaie électronique.

Loi du 25 juillet 2018

La loi du 25 juillet 2018 poursuit un double objectif.

En premier lieu, elle vise à transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie des créances en cas d'insolvabilité (ci-après, la « directive 2017/2399 ») en modifiant la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement. La directive 2017/2399 fait partie d'une série de propositions de réformes visant à réduire les risques pour le secteur bancaire. Elle a fait l'objet d'une procédure législative accélérée afin de donner rapidement de la clarté sur les critères d'éligibilité d'engagements subordonnés qui pourront notamment être utilisés pour se conformer aux exigences de MREL (« *minimum requirement for own funds and eligible liabilities* ») et au droit de l'Union européenne mettant en œuvre la norme relative à la capacité totale d'absorption des pertes (« TLAC », acronyme anglais pour « *Total Loss-absorbing Capacity* »).

La directive 2017/2399 s'inscrit dans la continuité de la publication par le Conseil de stabilité financière (CSF) d'un tableau des modalités d'application (« *term sheet* ») de la norme TLAC, adopté par le G20 en novembre 2015. L'objectif de la norme TLAC est de faire en sorte que les banques d'importance systémique mondiale disposent de la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation nécessaire pour qu'en cas de résolution la continuité des fonctions critiques puisse être assurée sans mettre en péril la stabilité financière.

Ainsi, la directive 2017/2399 vise à établir des règles harmonisées quant au rang des instruments de dette non garantie en cas d'insolvabilité pour les besoins du cadre européen de redressement et de résolution et vise à améliorer l'efficacité du système de renflouement interne (« *bail-in* »).

En second lieu, le projet de loi opère diverses modifications dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. D'une part, ces modifications ont pour objet de refléter les changements apportés par le Rectificatif du 25 janvier 2017 à la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE, dans les dispositions ayant transposé ladite directive. D'autre part, elles s'inscrivent dans la lignée des mesures prises pour la transposition de la directive 2013/36/UE et l'opérationnalisation du règlement (UE) 575/2013.

REGLEMENTATION BANCAIRE ET MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

(uniquement en anglais)

Single Supervisory Mechanism - European Central Bank (ECB)

Publications and consultations

3 July 2018 - [Report on recovery plans](#)

The ECB has released its report on recovery plans. The purpose of the report is to share the lessons ECB Banking Supervision has learned, and the best practices of recovery plans of SSM significant institutions (SIs) it has identified after three successive cycles of recovery plans in order to help SIs further shape their recovery plans and make them more operational during a stress situation.

3 July 2018 - [ECB seeks feedback on draft ECB Regulation on materiality threshold for credit obligations past due](#)

The ECB has published a draft ECB Regulation on the definition of the materiality threshold for credit obligations past due. The draft Regulation sets a single materiality threshold for all SSM SIs, both for retail and for non-retail exposures, irrespective of the method used for the calculation of capital requirements. The materiality threshold is expected to increase the comparability of banks' defaulted exposures.

The deadline for comments is the **17 August 2018**.

4 July 2018 - [ECB publishes its SSM LSI SREP Methodology Booklet](#)

The ECB has published its SSM LSI SREP Methodology to illustrate the main features of the methodology followed in the Supervisory Review and Evaluation Process (SREP) for less significant institutions (LSIs), which was developed jointly with the national competent authorities (NCAs) within the framework of the Single Supervisory Mechanism (SSM).

11 July 2018 - [ECB announces further steps in supervisory approach to stock of NPLs](#)

The ECB has announced further steps in its supervisory approach for addressing the stock of non-performing loans (NPLs) in the euro area. The approach aims to create a consistent framework to

address the stock of NPLs as part of the supervisory dialogue through bank-specific supervisory expectations aimed at achieving adequate provisioning of legacy NPLs. Under this approach ECB Banking Supervision will engage with each bank to define its supervisory expectations. The ECB's intention is to ensure continued progress to reduce legacy risks in the euro area and achieve the same coverage of the stock and flow of NPLs in the medium term.

27 July 2018 - [ECB published its updated supervisory Banking Statistics - First quarter 2018](#)

The document provides details on the following aspects of banks designated as SIs: (i) general statistics; (ii) balance sheet composition and profitability; (iii) capital adequacy, leverage and asset quality; (iv) funding; (v) liquidity; and (vi) data quality.

See also the [Methodological note for the publication of aggregated Supervisory Banking Statistics](#), which presents the main features of the publication "Supervisory banking statistics" with respect to the scope and content of the data published, the methodology underlying data aggregation and the approach to applying confidentiality requirements.

July 2018 - [Letters from the Chair of the Supervisory Board to members of the European Parliament](#)

The ECB has published several letters from the Chair of the Supervisory Board to members of the European Parliament in response to written requests relating to, among others, stress tests, professional secrecy requirements and crisis preparedness of banks.

Regulatory developments

16 July 2018 - Publication of the [Opinion of the European Central Bank of 12 July 2018](#) on a proposal for a regulation on minimum loss coverage for non-performing exposures (CON/2018/32).

Interviews and speeches

4 July 2018 - "[Interview with Bloomberg](#)" - Interview with Pentti Hakkarainen, Member on the Supervisory Board of the ECB.

6 July 2018 - "[Financing the economy - SMEs, banks and capital markets](#)" - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, Conference organised by the Oesterreichische Nationalbank and the Austrian Federal Economic Chamber, Linz.

10 July 2018 - "[20 years of ESCB statistics: Past achievements and future challenges](#)" - Speech by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, Ninth ECB Statistics Conference, "20 years of ESCB statistics: What's next?", Frankfurt.

10 July 2018 - "[Banking supervision in the ECB](#)" - Speech by Ignazio Angeloni, Member of the Supervisory Board of the ECB, at the ECB Central Banking Seminar.

11 July 2018 - "[Statistics as an indispensable signpost](#)" - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, Ninth ECB Statistics Conference, "20 years of ESCB statistics: What's next?", Frankfurt.

European Commission and European Council

Publications

19 July 2018 - [European Commission published Communication on preparing for the UK's withdrawal from the EU](#)

The European Commission has adopted a Communication outlining the ongoing work on the preparation for all outcomes of the UK's withdrawal from the EU. On financial services, the text outlines that (i) passporting rights will cease to exist after withdrawal; (ii) there will be no Single Market access for the UK. In relation to contracts, the document indicates that there does not appear to be an issue of a general nature linked to contract continuity in principle; however, every type of contract needs to be looked at separately.

19 July 2018 - [European Commission released guidance on protection of cross-border EU investments](#)

The document provides guidance to help EU investors to invoke their rights before national administrations and courts. The text also highlights that EU investors can no longer rely on intra-EU bilateral investment treaties ("intra-EU BITs"), as these treaties are illegal because they overlap with the EU single market rules and discriminate between EU investors.

Regulatory developments

6 July 2018 - Publication of the [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2018/959 of 14 March 2018](#) supplementing Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards of the specification of the assessment methodology under which competent authorities permit institutions to use Advanced Measurement Approaches for operational risk.

13 July 2018 - Publication of the [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2018/990 of 10 April 2018](#) amending and supplementing Regulation (EU) 2017/1131 of the European Parliament and of the Council with regard to simple, transparent and standardised (STS) securitisations and asset-backed commercial papers (ABCPs), requirements for assets received as part of reverse repurchase agreements and credit quality assessment methodologies.

European Parliament

Publications

28 June 2018 - The European Parliament Committee on Economic and Monetary Affairs published reports containing its amendments to the CRD V, CRR II, BRRD II and SRMR II

The reports contain the European Parliament's amendments to the following legislative proposals: (i) directive amending the Capital Requirements Directive ([CRD V](#)); (ii) regulation amending the Capital Requirements Regulation and amending the European Markets Infrastructure Regulation ([CRR II](#)), (iii) directive amending the Bank Recovery and Resolution Directive ([BRRD II](#)), and (iv) regulation amending the Single Resolution Mechanism Regulation ([SRMR II](#)).

European Banking Authority (EBA)

Publications

Capital Requirements Directive and Regulation

10 July 2018 - [EBA peer review shows competent authorities have robust and consistent procedures to comply with RTS on passport notifications](#)

The EBA has published the final peer review report on the Regulatory Technical Standards (RTS) on the information to be notified when exercising the right of establishment and the freedom to provide services for credit institutions. The report, which summarises the main findings of the peer review

exercise, showed that competent authorities have developed consistent and robust procedures to comply with the RTS requirements although the level of sophistication of these processes varies across Member States.

19 July 2018 - [EBA publishes final guidance to strengthen the Pillar 2 framework](#)

In accordance with its Pillar 2 Roadmap, the EBA, has published its final revised guidelines aimed at further enhancing institutions' risk management and supervisory convergence in the supervisory review and examination process (SREP). The three reviewed guidelines focus on stress testing, particularly its use in setting Pillar 2 capital guidance (P2G), as well as interest rate risk in the banking book (IRRBB).

19 July 2018 - [EBA Risk Dashboard confirms steady improvements in the management of NPLs across the EU but banks profitability remains a key challenge](#)

The EBA has published the periodical update to its Risk Dashboard, which summarises the main risks and vulnerabilities in the EU banking sector using quantitative risk indicators, along with the opinions of banks and market analysts from its Risk Assessment Questionnaire. In the first quarter of 2018, the updated dashboard identified ongoing improvements in the repair of the EU banking sector but also residual risks in banks' profitability. Cyber risk and data security are assumed to be the main factors that might negatively influence market sentiment, along with geopolitical uncertainties including the UK's decision to leave the EU.

20 July 2018 - [EBA published updated lists of Common Equity 1 \(CET1\) and Additional Tier 1 \(AT1\) instruments](#)

The reports (CET1, AT1) are intended to be updated on a regular basis to reflect the EBA's findings from the assessment of different forms of CET1 and AT1 instruments of EU institutions.

The updated list of Common Equity Tier 1 (CET1) instruments is accompanied by an updated CET1 Report, which includes information on the underlying objectives of the monitoring as well as on the consequences of including in, or excluding from, the CET1 list certain instruments.

Payment Services Directive and Mortgage Credit Directive

18 July 2018 - [EBA publishes final Guidelines on fraud reporting under PSD2](#)

The EBA has published its final Guidelines on fraud reporting under the revised Payment Services Directive (PSD2). These Guidelines, which the EBA developed in close cooperation with the ECB and which are addressed to payment service providers and competent authorities, are aimed at contributing to the objective of PSD2 of enhancing the security of retail payments in the EU.

31 July 2018 - [EBA publishes final draft technical standards on home-host cooperation under PSD2](#)

The EBA has published its final draft RTS specifying the framework for cooperation and the exchange of information between competent authorities under the PSD2. The RTS also clarify the type of information as well as the templates to be used by payment institutions when reporting to the competent authorities of the host Member States on the payment business activities carried out in their territories.

31 July 2018 - [EBA updates the Joint Committee Guidelines on complaints-handling to extend their scope of application](#)

The EBA has published an update to the Joint Committee Guidelines on complaints-handling, which includes an extension of their scope of application to the authorities supervising the new institutions established under the revised PSD2 and the Mortgage Credit Directive (MCD). This extension aims to ensure that an identical set of requirements for complaints-handling continues to apply to all financial institutions across the banking, investment and insurance sectors.

FinTech

3 July 2018 - [EBA published report assessing risks and opportunities from Fintech and its impact on incumbents business models](#)

The EBA has published the first products of its FinTech Roadmap, namely (i) a [thematic report on the impact of FinTech on incumbent credit institutions' business models](#) and (ii) a [thematic report on the prudential risks and opportunities arising for institutions from FinTech](#). Both reports fall under the wider context of the EBA FinTech Knowledge Hub and aim to raise awareness within the supervisory community and the industry on potential prudential risks and opportunities from current and potential FinTech applications and understand the main trends that could impact incumbents' business models and pose potential challenges to their sustainability.

Securitisation and European Secured Notes

24 July 2018 - [EBA publishes its assessment of European Secured Notes](#)

The EBA has published a report presenting the outcome of its assessment to the European Commission's call for advice on the European Secured Notes (ESNs). In addition, it puts forward recommendations on key aspects for the European Commission to consider when possibly designing the legislative framework for small and medium-sized enterprises (SME) ESNs.

31 July 2018 - EBA published final technical standards on (i) [risk retention for securitisation transactions](#); and (ii) [defining the homogeneity of underlying exposures](#)

The [first document](#) addresses the possible misalignment of interests and incentives in securitisation transactions between the investors on the one hand, and the originators, sponsors or original lenders on the other, as required under Regulation (EU) No 575/2013 on prudential requirements for credit institutions and investment firms and amending Regulation (EU) No 648/2012. The [second document](#) sets out conditions for securitisation to be deemed homogeneous under Regulation (EU) No 2017/2402 laying down a general framework for securitisation and creating a specific framework for simple, transparent and standardised securitisation.

Banking Recovery and Resolution Directive

31 July 2018 - [EBA sees progress in the functioning of resolution colleges in 2017 but continued effort is needed](#)

The EBA has published its first Report on the functioning of resolution colleges. The Report summarises the EBA's assessment of the quality of the colleges' organisation, discussions held and general output. Overall it finds that good progress has been achieved since the introduction of the Bank Recovery and Resolution Directive (BRRD) in 2015. However, it also notes that resolution is a complex matters which requires further progress to ensure college members are well prepared to deal with the failure of a cross-border bank.

European Supervisory Authorities (ESAs)**Publications**

20 July 2018 - [European Supervisory Authorities publish further guidance on the Key Information Document for PRIIPs](#)

The ESAs have published further guidance on the Key Information Document (KID) requirements for Packaged Retail and Insurance-based Investment Products (PRIIPs). The guidance seeks to promote common supervisory approaches and practices based on ongoing work to monitor the implementation of the KID.

Basel Committee of Banking Supervision (BCBS)

Publications

5 July 2018 - [BCBS released revised framework for global systemically important banks \(G-SIBs\)](#)

The BCBS has released its revised framework for global systemically important banks (G-SIBs). Although the BCBS has reconfirmed the fundamental structure of the G-SIB framework, it has agreed to several enhancements, like extending the scope of consolidation to insurance subsidiaries, or amending the definition of cross-jurisdictional indicators. The revised methodology is expected to be implemented in member jurisdictions by 2021.

23 July 2018 - [BCBS published updated report on the implementation of standards for payment, clearing and settlement](#)

Jurisdictions are making progress on implementing international standards for payment, clearing and settlement systems, a new report by the Committee on Payments and Market Infrastructures (CPMI) and the International Organization of Securities Commissions (IOSCO) finds. The two bodies have published the fifth update to the Level 1 assessments of implementation monitoring of the Principles for financial market infrastructures (PFMI). These are based on self-assessments by individual jurisdictions of how they have adopted the PFMI's 24 Principles for FMIs and four of the five Responsibilities for authorities.

Macro prudential fora

31 July 2018 - The website of the Comité du Risque Systémique (CdRS) goes online (refer to: <http://cdrs.lu/>)

European Systemic Risk Board (ESRB)

Publications

5 July 2018 - [ESRB risk dashboard June 2018 \(Issue 24\)](#)

The ESRB has issued its 24th risk dashboard which provides an overview of potential sources of systemic risk in the EU financial system. This risk dashboard is a compilation of a series of qualitative and quantitative indicators of systemic risk within specific risk categories comprising measures of risk in the non-banking sector, market risk, macroeconomic risk, credit risk, and solvency and profitability risk in the banking sector. The ESRB risk dashboard is published on a quarterly basis.

See also the following documents attached to the risk dashboard: 1) [Overview note](#); 2) [Annex I](#); 3) [Annex II](#).

9 July 2018 - [ESRB annual report 2017](#)

The ESRB published its 2017 annual report. Within this report, the ESRB provided the main risks to financial stability in the EU, namely 1) a re-pricing of risk premia in global financial markets; 2) persistent weaknesses in balance sheets of banks, insurers and pension funds; 3) debt sustainability challenges in sovereign, corporate and household sectors; and 4) vulnerabilities in the shadow banking system and contagion to the wider financial system. The report also highlights policies that have been put in place to address systemic risks. Finally, a section has been devoted to the implementation of recommendations and the accountability of the ESRB.

Countercyclical Capital buffer (CCyB)

The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

Country	CCyB rate	Application date
Czech Republic	1.0%	01/07/2018
	1.0%	01/10/2018
	1.25%	01/01/2019
	1.25%	01/04/2019
	1.5%	01/07/2019
Denmark	0.5%	31/03/2019
France	0.25%	01/07/2019
Iceland	1.25%	17/10/2018
	1.25%	05/01/2019
	1.75%	15/05/2019
	1.75%	29/06/2019
Ireland	1.0%	05/07/2019
Lithuania	0.5%	31/12/2018
	1.0%	30/06/2019
Country	CCyB rate	Application date
Slovakia	1.25%	01/08/2018
	1.25%	01/11/2018
	1.25%	01/02/2019
	1.25%	01/05/2019
	1.5%	01/08/2019
United Kingdom	1.0%	28/11/2018

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).

The Financial Stability Board (FSB)

Publications

16 July 2018 - [FSB published report to the G20 on monitoring crypto-asset markets](#)

The report sets out the metrics that the FSB will use to monitor crypto-asset markets as part of its ongoing assessment of vulnerabilities in the financial system. The monitoring framework focuses on the transmission channels from crypto-asset markets that may give rise to financial stability risks.

16 July 2018 - [FSB launched questionnaire on Unique Product Identifier \(UPI\) service providers](#)

In the self-assessment questionnaire, prospective UPI service providers are asked to present a business and self-governance plan that explains how they would: (i) meet the key governance criteria and provide for the relevant governance functions; and (ii) meet the technical guidance.

The deadline for comments from prospective UPI service providers is **4 September 2018**.

Consultations

2 July 2018 - [FSB launched consultation on Cyber Lexicon](#)

The draft lexicon comprises a set of 50 core terms related to cyber security and cyber resilience in the financial sector. The Cyber Lexicon is intended to support the work of the Financial Stability Board (FSB), standard-setting bodies, authorities and private sector participants, e.g. financial institutions and international standards organisations.

The consultation will run until **20 August 2018**

18 July 2018 - [FSB launched consultation on the effects of G20 financial regulatory reforms on infrastructure finance](#)

The evaluation is the first under the FSB framework for the post-implementation evaluation of the effects of the G20 financial regulatory reforms, and forms part of a broader FSB examination of the effects of reforms on financial intermediation. It focuses on infrastructure finance that is provided in the form of corporate and project debt financing (loans and bonds), for which the financial regulatory reforms are of immediate relevance.

The consultation will run until **22 August 2018**

COMMUNIQUES

Demandes d'agrément des gestionnaires de fonds d'investissement liées au Brexit**Communiqué de presse 18/25 du 25 juillet 2018 (uniquement en anglais)**

As per 30 March 2019, the United Kingdom intends to leave the European Union. In a worst-case scenario, no transition period will be agreed upon and the United Kingdom will consequently need to be considered as a third country as from 30 March 2019. Based on the current state of negotiations, entities need to consider the scenario where a hard Brexit would take place on 30 March 2019.

Therefore, any investment fund manager (alternative investment fund manager or UCITS fund manager) wishing to relocate business in Luxembourg in the context of Brexit will need to be authorised by the CSSF. For the avoidance of doubt, the CSSF highlights that existing entities already authorised by the CSSF, but wishing to receive additional licenses or substantially changing operational models to cope with Brexit-related aspects are also addressed by this press release.

The CSSF reminds entities that the time required for analysing authorisation requests can be substantial and depends on numerous factors.

The CSSF consequently wishes to urge investment fund managers addressed by this press release to submit their applications to the CSSF as soon as possible.

In this context, reference is made to the opinion issued by ESMA on 13 July 2017¹.

Finally, reference is also made to a public statement issued by ESMA on 12 July 2018 requesting the timely submission of requests for authorisation in the context of the United Kingdom withdrawing from the European Union².

L'EBA recherche des participants pour deux évènements organisés dans le cadre de l'« EBA Knowledge FinTech Hub »**Communiqué du 2 août 2018 (uniquement en anglais)**

The European Banking Authority (EBA) has recently created the "EBA Knowledge FinTech Hub" as part of its work on Financial Technology (FinTech) and financial innovation, so as to facilitate the exchange of information between national competent authorities, European Supervisory Authorities, incumbent and new entrant institutions, technology providers and other market players about FinTech. In this context, the EBA is organising the following events:

a) Industry roundtable on regulatory sandboxes and innovation hubs

As set out in the [EBA's FinTech Roadmap](#), the EBA is carrying out a comparative analysis of regulatory sandboxes, innovation hubs and other schemes in the Member States so as to identify best practices in their design and operation. In view of this, the EBA will host an industry roundtable to obtain views from financial institutions, other FinTech firms and technology providers on the operation of the schemes.

This industry roundtable will be held in the EBA's premises in London **on 3 September 2018 from 14:00 to 16:30.**

¹ Document ESMA34-45-344:

https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/esma34-45-344_opinion_to_support_supervisory_convergence_in_the_area_of_investment_management_in_the_context_of_the_united_kingdom_withdrawing_from_the_european_union.pdf.

² <https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-reminds-uk-based-regulated-entities-about-timely-submission-authorisation>.

The EBA invites any firms that can help in providing insights on this topic to join this event. They can register at the following address **before Friday 10 August 2018**:
<https://www.eba.europa.eu/meeting-registration/invitation-meetings/2018/industry-roundtable-on-regulatorysandboxes-and-innovation-hubs>.

b) Workshop on Cloud: Implementation challenges and benefits

The purpose of this workshop, which will take place in the EBA's premises in London **on 17 October 2018**, is to bring together competent authorities, cloud service providers and financial institutions to discuss the changes resulting from the implementation of the EBA's Recommendations on Outsourcing to the cloud. Agenda and registration details to follow on the EBA website.

More information on both events are available under the following address:
<https://www.eba.europa.eu/financialinnovation-and-fintech/fintech-knowledge-hub/events>.

Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de juin 2018

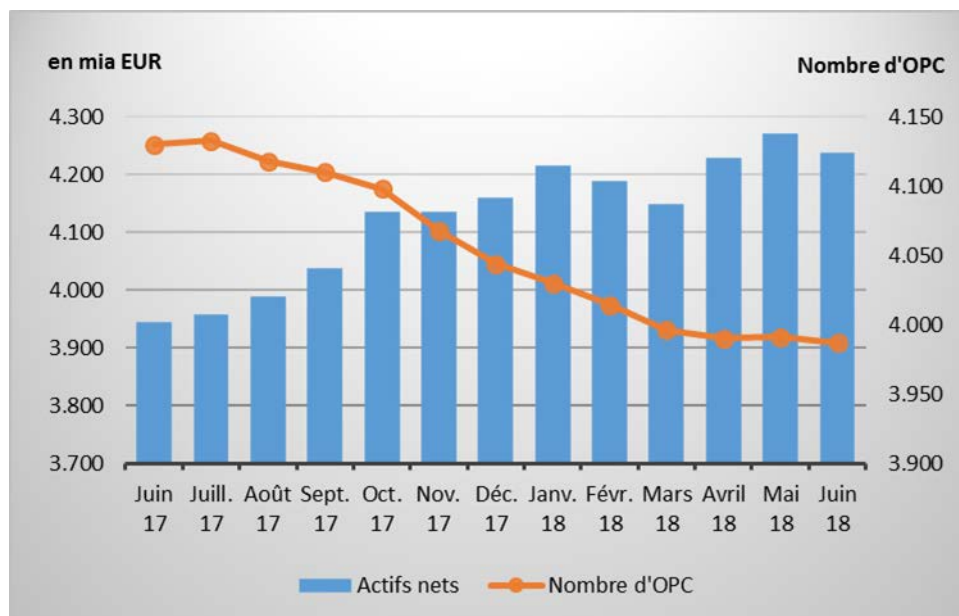
Communiqué de presse 18/26 du 3 août 2018

I. Situation globale

Au 30 juin 2018, le patrimoine global net des organismes de placement collectif, comprenant les OPC soumis à la Loi de 2010, les fonds d'investissement spécialisés et les SICAR, s'est élevé à EUR 4.237,082 milliards contre EUR 4.271,025 milliards au 31 mai 2018, soit une diminution de -0,79% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 7,44%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de juin une variation négative se chiffrant à EUR -33,943 milliards. Cette diminution représente le solde des émissions nettes négatives à concurrence d'EUR -3,602 milliards (-0,08%) et de l'évolution défavorable des marchés financiers à concurrence d'EUR -30,341 milliards (-0,71%).

L'évolution des organismes de placement collectif se présente comme suit :



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) pris en considération est de 3.987 par rapport à 3.991 le mois précédent. 2.581 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 13.356 compartiments. En y ajoutant les 1.406 entités à structure classique, au total 14.762 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les principales catégories des organismes de placement collectif et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de juin :

Les tensions commerciales entre les Etats-Unis et plusieurs autres pays ont dominé les marchés financiers, entraînant à la baisse les cours de presque toutes les catégories d'OPC à actions.

Ainsi au niveau des pays développés, la catégorie d'OPC à actions européennes a terminé le mois de juin en territoire négatif. De même la catégorie d'OPC à actions japonaises a enregistré une performance négative accentuée encore par la dépréciation du YEN par rapport à l'EUR. Par contre la catégorie d'OPC à actions américaines a dégagé de légers gains de cours malgré ces tensions, sur fonds d'une conjoncture favorable et l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR.

Au niveau des pays émergents, les incertitudes liées aux tensions commerciales et l'effet potentiel sur le commerce mondial et la croissance se sont traduits par une baisse des cours de toutes les catégories d'OPC à actions de pays émergents, exacerbée par les problèmes économiques et politiques qui persistent dans certains pays émergents. La dépréciation des principales devises émergentes a accentué cette tendance à la baisse.

Au cours du mois de juin, les catégories d'OPC à revenu variable ont globalement affiché un investissement net en capital légèrement positif.

Evolution des OPC à actions au mois de juin 2018*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Actions marché global	-0,34%	0,57%
Actions européennes	-0,86%	-0,36%
Actions américaines	0,72%	0,59%
Actions japonaises	-2,05%	-0,75%
Actions Europe de l'Est	-1,12%	-2,07%
Actions Asie	-4,15%	0,13%
Actions Amérique latine	-3,83%	-1,09%
Actions autres	-2,52%	-0,56%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

En Europe, la catégorie d'OPC à obligations européennes a peu bougé pour le mois sous revue, face à l'annonce de la Banque centrale européenne de terminer comme attendu son programme d'achat d'actifs fin 2018 tout en précisant que les taux directeurs ne vont probablement pas être relevés avant l'été 2019 dans le contexte d'un taux d'inflation de base faible.

En ce qui concerne la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD, la poursuite du resserrement monétaire par la Banque centrale américaine, les chiffres de conjoncture favorables et les anticipations d'une hausse de l'inflation ont pesé sur les cours des obligations américaines. Par contre, les obligations d'Etat américaines étaient recherchées comme valeurs refuges sur fond des tensions commerciales entre les Etats-Unis et plusieurs autres pays. En somme, la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD a terminé en territoire négatif.

Au niveau des pays émergents, la politique de resserrement monétaire poursuivie par la Banque centrale américaine, les tensions commerciales avec les Etats-Unis ainsi que l'appréciation de l'USD par rapport à la plupart des devises émergentes se sont traduites par une augmentation des rendements des obligations des pays émergents, de sorte que la catégorie d'OPC à obligations des pays émergents a clôturé en territoire négatif.

Au cours du mois de juin, les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de juin 2018*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	0,02%	-1,74%
Marché monétaire en USD	0,37%	-3,59%
Marché monétaire marché global	-0,68%	1,75%
Obligations libellées en EUR	0,02%	-0,55%
Obligations libellées en USD	-0,40%	-0,34%
Obligations marché global	-0,46%	-0,14%
Obligations marchés Emergents	-2,02%	-1,71%
Obligations High Yield	-0,63%	-1,99%
Autres	-0,10%	-0,15%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

Evolution des OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de juin 2018*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	-0,64%	0,36%
Fonds de Fonds	-0,67%	0,62%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR ³		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2015	1 892	2 946,860 €	384	169,896 €	1 602	389,445 €	3 878	3 506,201 €	282	37,430 €	4 160	3 543,631 €
31/01/2016	1 903	2 819,861 €	378	164,531 €	1 596	386,607 €	3 877	3 370,999 €	282	37,430 €	4 159	3 408,429 €
29/02/2016	1 904	2 813,421 €	373	157,278 €	1 592	387,785 €	3 869	3 358,484 €	282	37,430 €	4 151	3 395,914 €
31/03/2016	1 905	2 847,418 €	371	157,047 €	1 603	390,939 €	3 879	3 395,404 €	282	37,430 €	4 161	3 432,834 €
30/04/2016	1 904	2 888,262 €	370	159,477 €	1 606	394,341 €	3 880	3 442,080 €	282	37,430 €	4 162	3 479,510 €
31/05/2016	1 902	2 928,461 €	371	159,174 €	1 609	400,345 €	3 882	3 487,980 €	282	37,430 €	4 164	3 525,410 €
30/06/2016	1 899	2 906,498 €	367	156,893 €	1 621	398,513 €	3 887	3 461,904 €	282	37,430 €	4 169	3 499,334 €
31/07/2016	1 892	2 997,551 €	365	159,356 €	1 631	408,849 €	3 888	3 565,756 €	282	37,430 €	4 170	3 603,186 €
31/08/2016	1 894	3 033,413 €	363	159,141 €	1 636	409,608 €	3 893	3 602,162 €	282	37,430 €	4 175	3 639,592 €
30/09/2016	1 891	3 051,016 €	362	159,088 €	1 644	411,825 €	3 897	3 621,929 €	282	37,430 €	4 179	3 659,359 €
31/10/2016	1 893	3 053,246 €	356	159,320 €	1 642	413,932 €	3 891	3 626,498 €	282	37,430 €	4 173	3 663,928 €
30/11/2016	1 888	3 065,882 €	355	158,862 €	1 645	415,885 €	3 888	3 640,629 €	282	37,430 €	4 170	3 678,059 €
31/12/2016	1 869	3 116,104 €	353	160,578 €	1 639	424,394 €	3 861	3 701,076 €	283	40,254 €	4 144	3 741,330 €
31/01/2017	1 869	3 138,701 €	351	160,967 €	1 623	427,236 €	3 843	3 726,904 €	283	40,483 €	4 126	3 767,387 €
28/02/2017	1 880	3 217,837 €	351	164,858 €	1 617	436,203 €	3 848	3 818,898 €	282	41,419 €	4 130	3 860,317 €
31/03/2017	1 895	3 257,773 €	346	165,780 €	1 618	440,288 €	3 859	3 863,841 €	280	42,186 €	4 139	3 906,027 €
30/04/2017	1 892	3 286,525 €	342	164,471 €	1 613	444,874 €	3 847	3 895,870 €	282	42,037 €	4 129	3 937,907 €

³ Avant le 31 décembre 2016, les données statistiques pour les SICAR n'ont été publiées que sur base annuelle.

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR ³		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/05/2017	1 895	3 297,803 €	342	162,813 €	1 620	453,326 €	3 857	3 913,943 €	285	42,923 €	4 142	3 956,366 €
30/06/2017	1 887	3 288,338 €	338	160,634 €	1 618	451,703 €	3 843	3 900,675 €	287	42,923 €	4 130	3 943,598 €
31/07/2017	1 885	3 307,103 €	338	159,097 €	1 619	448,554 €	3 842	3 914,754 €	291	42,827 €	4 133	3 957,581 €
31/08/2017	1 876	3 328,865 €	337	156,448 €	1 615	458,911 €	3 828	3 944,224 €	290	43,104 €	4 118	3 987,328 €
30/09/2017	1 880	3 380,943 €	332	154,308 €	1 608	459,079 €	3 820	3 994,330 €	290	42,810 €	4 110	4 037,140 €
31/10/2017	1 871	3 470,456 €	325	155,929 €	1 612	466,213 €	3 808	4 092,598 €	290	43,097 €	4 098	4 135,695 €
30/11/2017	1 864	3 469,422 €	325	155,343 €	1 591	465,954 €	3 780	4 090,719 €	288	45,080 €	4 068	4 135,799 €
31/12/2017	1 859	3 486,445 €	323	154,189 €	1 576	472,415 €	3 758	4 113,049 €	286	46,565 €	4 044	4 159,614 €
31/01/2018	1 852	3 539,403 €	320	155,272 €	1 573	473,290 €	3 745	4 167,965 €	285	46,065 €	4 030	4 214,030 €
28/02/2018	1 854	3 513,980 €	316	152,309 €	1 560	475,916 €	3 730	4 142,205 €	284	45,118 €	4 014	4 187,323 €
31/03/2018	1 846	3 473,243 €	314	150,078 €	1 552	480,516 €	3 712	4 103,837 €	284	45,061 €	3 996	4 148,898 €
30/04/2018	1 843	3 549,467 €	309	146,350 €	1 554	485,963 €	3 706	4 181,780 €	284	45,752 €	3 990	4 227,532 €
31/05/2018	1 842	3 581,805 €	307	149,109 €	1 558	492,594 €	3 707	4 223,508 €	284	47,517 €	3 991	4 271,025 €
30/06/2018	1 843	3 541,974 €	304	147,522 €	1 557	497,610 €	3 704	4 187,106 €	283	49,976 €	3 987	4 237,082 €

Durant le mois de référence, les 18 organismes de placement collectif suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPCVM partie I Loi 2010 :

- DEMOGRAPHIC CHANGE, 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- GALILEO, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
- GESTION PRIVEE, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- NORDEA MARKETS ETF, 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
- SATELLITE EVENT-DRIVEN UCITS FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- SOLVECON, 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- TUNGSTEN ACTIVE RISK PREMIA, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg

2) FIS :

- ALTHELIA SUSTAINABLE OCEAN FUND, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- B CAPITAL ENERGY TRANSITION INFRASTRUCTURE SICAV-SIF, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg
- CL MULTI-STRATEGY SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- CS ENERGY INFRASTRUCTURE SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- EB SUSTAINABLE FUNDS LUXEMBOURG S.A., SICAV-SIF, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- EUROPEAN FINANCE OPPORTUNITIES S.C.A. SICAV-SIF, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- GLOBAL INTERNET LEADERS SICAV-FIS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
- INVESTEC GLOBAL ALTERNATIVE FUND 1, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- SWISS LIFE REF (LUX) EUROPEAN RETAIL SCS, SICAV-SIF, 4A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

3) SICAR :

- ELIKONOS 2, S.C.A. SICAR, 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg
- VERNY INTERNATIONAL S.A. SICAR, 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg

Les vingt-deux organismes de placement collectif suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

1) OPCVM partie I Loi 2010 :

- ABERDEEN GLOBAL II, 35A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- ALLIANCEBERNSTEIN FUND II, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- RP, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- SOLIDAR SICAV, 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer
- TRANQUILO MULTI ASSET FUND, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- UNIGARANT: EMERGING MARKETS (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: ERNEUERBARE ENERGIEN (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

2) OPC partie II Loi 2010 :

- ING PRIVATE EQUITY SICAV, 14, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

3) FIS :

- AL MASAH CAPITAL FUND FCP-SIF, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- AUSTRIAN REAL ESTATE FUND SA, SICAV-FIS, 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
- BANKMED CEDAR FUNDS, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- BCS MULTIFIZ S.C.A., SICAV-SIF, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg
- FAMAURY, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- KINGSWAY FUND, 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- M&A CAPITAL FUND SICAV SIF S.A., 66, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- NIKKO AM INVESTMENT TRUST (LUXEMBOURG), 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- SOVEREIGN FUND, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- WINDFALL LUX SA SICAV-SIF, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

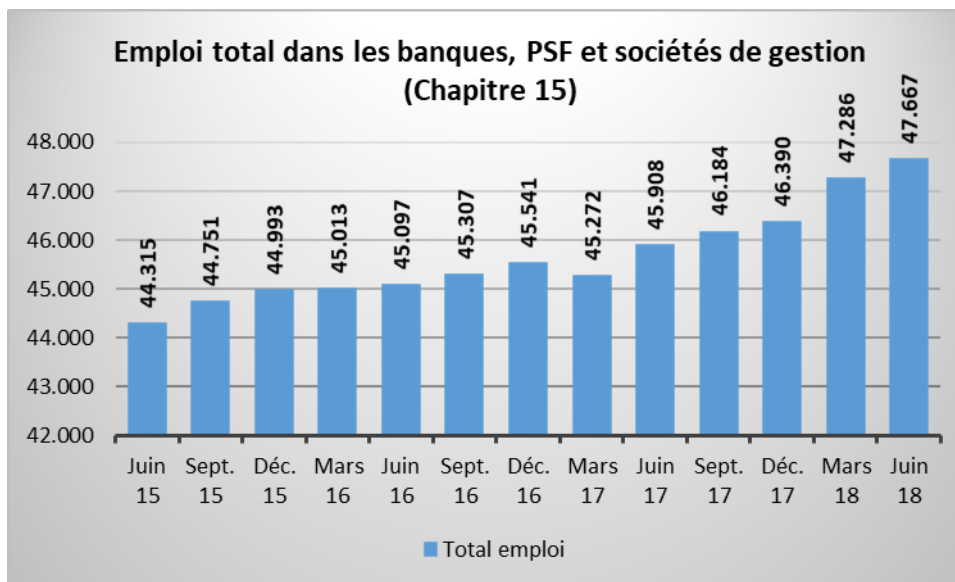
4) SICAR :

- AERIS TECHNOLOGY INVESTMENT COMPANY S.A., SICAR, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- NEREO GREENCAPITAL (SCA) SICAR, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- OQUENDO (SCA) SICAR, 20 rue de la poste, L-2346 Luxembourg

STATISTIQUES

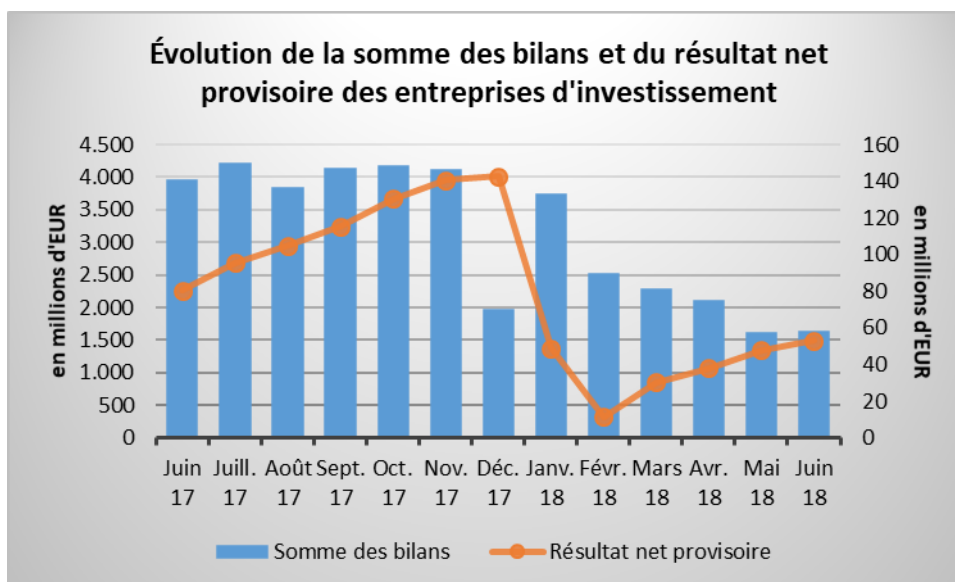
Emploi total dans les banques, PSF et sociétés de gestion (Chapitre 15)

Emploi total au 30 juin 2018



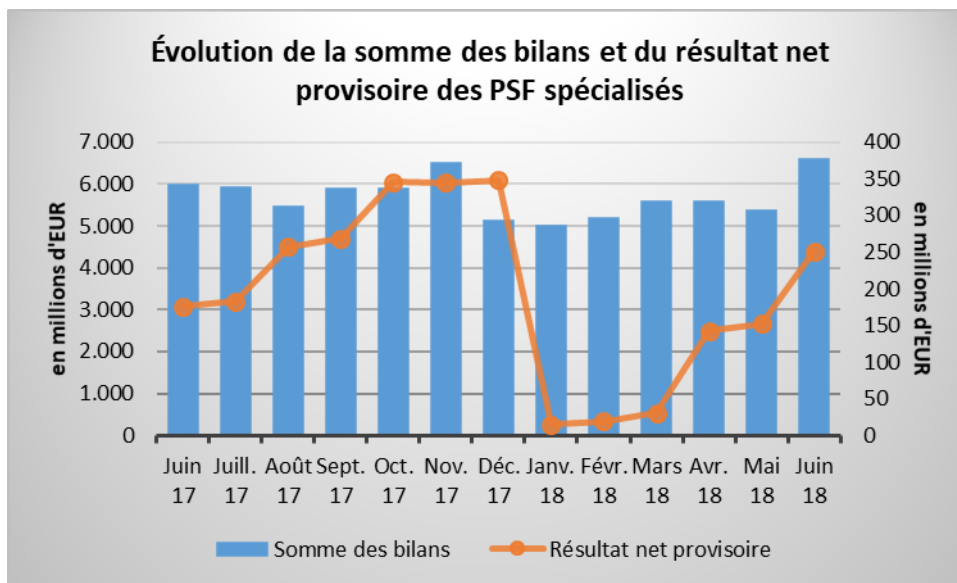
Entreprises d'investissement

Somme des bilans au 30 juin 2018 en hausse



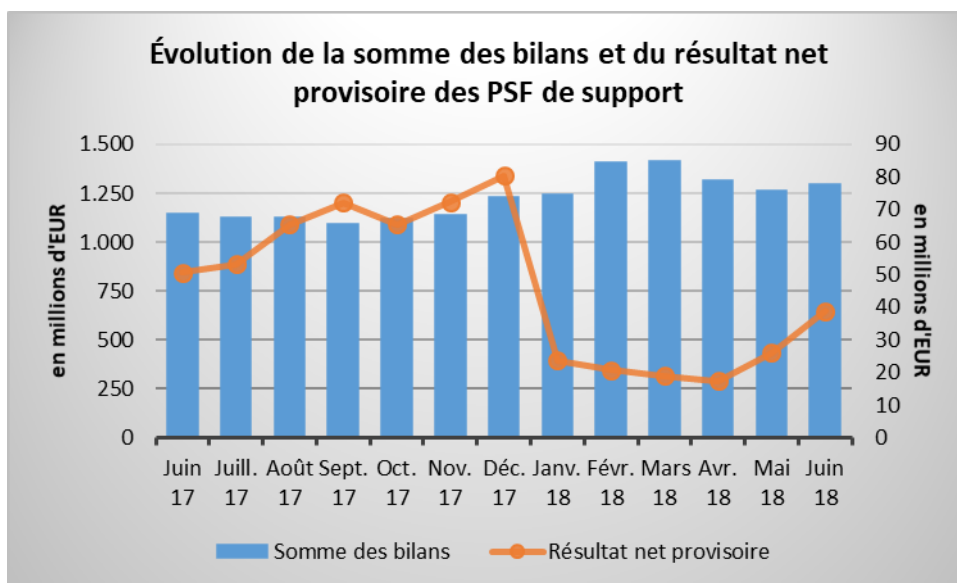
PSF spécialisés

Somme des bilans au 30 juin 2018 en hausse



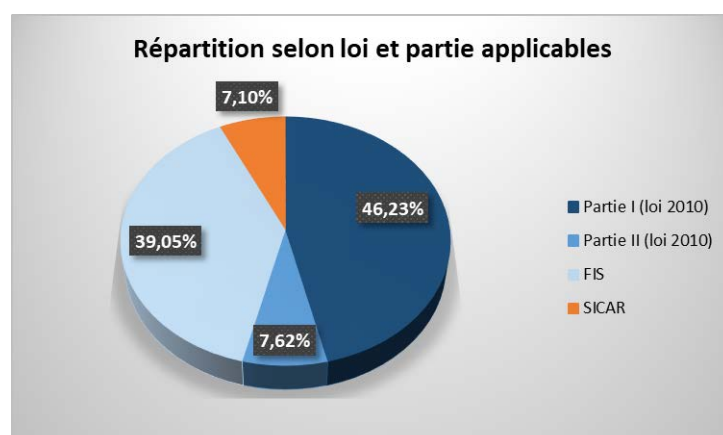
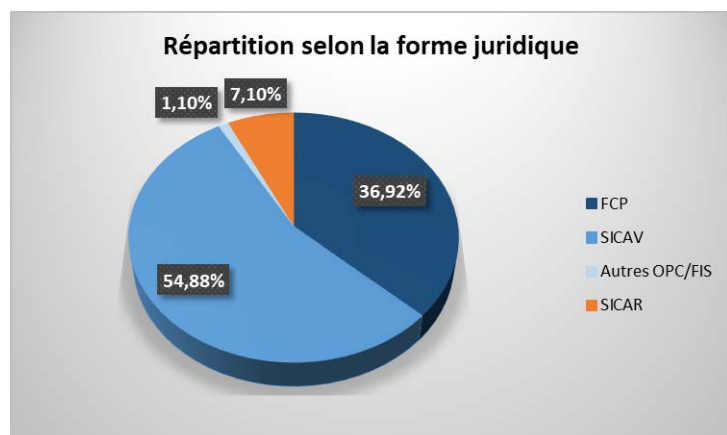
PSF de support

Somme des bilans au 30 juin 2018 en hausse



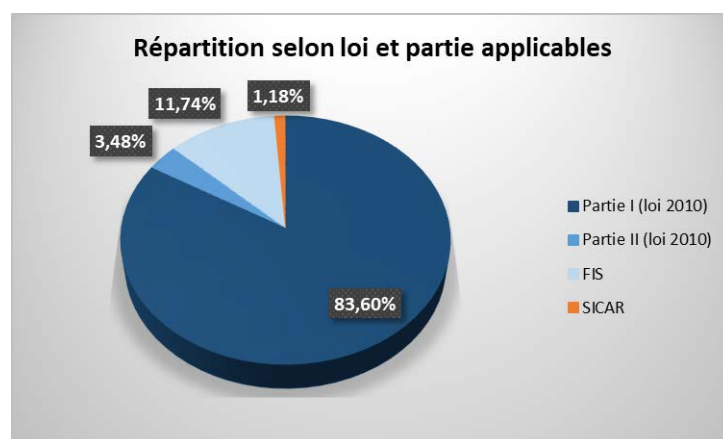
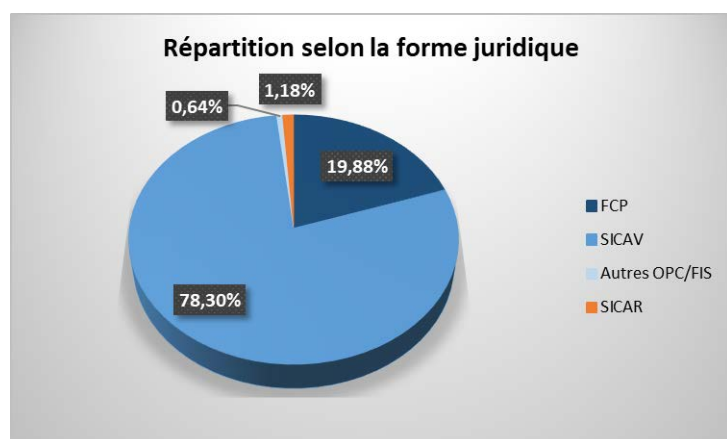
OPC (Situation au 31 mai 2018)

Nombre d'OPC



Loi, partie/forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	971	872	0	0	1.843
Partie II (loi 2010)	152	149	3	0	304
FIS	349	1.167	41	0	1.557
SICAR	0	0	0	283	283
TOTAL	1.472	2.188	44	283	3.987

Actifs nets des OPC



Loi, partie/forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	622,655	2.919,319	0,000	0,000	3.541,974
Partie II (loi 2010)	51,027	95,816	0,679	0,000	147,522
FIS	168,750	302,417	26,443	0,000	497,610
SICAR	0,000	0,000	0,000	49,976	49,976
TOTAL	842,432	3.317,552	27,122	49,976	4.237,082

Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités ⁴
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.217,175	3.085
Valeurs mobilières à revenu variable	1.292,067	3.903
Valeurs mobilières diversifiées	948,807	3.998
Fonds de fonds	247,804	2.175
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	305,392	231
Liquidités	1,024	16
Valeurs mobilières non cotées	33,898	209
Capitaux à risque élevé	1,890	31
Immobilier	67,664	333
Futures et/ou Options	14,007	127
Autres valeurs	57,378	248
Public-to-Private	0,126	3
Mezzanine	2,969	14
Venture Capital (SICAR)	7,720	88
Private Equity (SICAR)	39,161	301
TOTAL	4.237,082	14.762

Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITES	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
PARTIE I					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.109,491	2.528	43,093	50,789	-7,696
Valeurs mobilières à revenu variable	1.229,707	3.542	47,924	48,652	-0,728
Valeurs mobilières diversifiées	768,634	2.855	24,298	21,905	2,393
Fonds de fonds	135,977	999	3,083	2,894	0,189
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	286,124	180	150,382	155,218	-4,836
Liquidités	0,645	8	0,047	0,028	0,019
Futures et/ou Options	8,059	59	0,311	0,319	-0,008
Autres valeurs	3,337	10	0,246	0,222	0,024
TOTAL PARTIE I :	3.541,974	10.181	269,384	280,027	-10,643
PARTIE II					

⁴ Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

Valeurs mobilières à revenu fixe	23,006	106	1,106	1,364	-0,258
Valeurs mobilières à revenu variable	13,355	61	0,164	0,176	-0,012
Valeurs mobilières diversifiées	52,388	192	1,274	1,427	-0,153
Fonds de fonds	30,165	282	0,593	0,406	0,187
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	15,009	42	1,051	1,117	-0,066
Liquidités	0,362	6	0,008	0,014	-0,006
Valeurs mobilières non cotées	5,557	16	0,131	0,014	0,117
Capitaux à risque élevé	0,000	0	0,000	0,002	-0,002
Immobilier	1,512	21	0,000	0,000	0,000
Futures et/ou Options	2,598	25	0,008	0,029	-0,021
Autres valeurs	3,570	15	0,027	0,057	-0,030
TOTAL PARTIE II :	147,522	766	4,362	4,606	-0,244
FIS					
Valeurs mobilières à revenu fixe	84,678	451	2,379	2,029	0,350
Valeurs mobilières à revenu variable	49,005	300	1,431	1,048	0,383
Valeurs mobilières diversifiées	127,785	951	2,048	1,188	0,860
Fonds de fonds	81,662	894	1,853	0,835	1,018
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	4,259	9	0,276	0,233	0,043
Liquidités	0,017	2	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	28,341	193	1,201	0,068	1,133
Capitaux à risque élevé	1,890	31	0,024	0,008	0,016
Immobilier	66,152	312	1,214	0,450	0,764
Futures et/ou Options	3,350	43	0,227	0,064	0,163
Autres valeurs	50,471	223	1,106	0,817	0,289
TOTAL FIS :	497,610	3.409	11,759	6,740	5,019
SICAR					
Public-to-Private	0,126	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	2,969	14	0,000	0,000	0,000
Venture Capital	7,720	88	0,006	0,086	-0,080
Private Equity	39,161	301	2,640	0,294	2,346
TOTAL SICAR	49,976	406	2,646	0,380	2,266
TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS	4.237,082	14.762	288,151	291,753	-3,602

Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
Etats-Unis	851,870	20,1%	185	4,6%	1.071	7,3%
Royaume-Uni	751,625	17,8%	284	7,1%	1.620	11,0%
Allemagne	607,732	14,4%	1.348	33,8%	2.671	18,1%
Suisse	577,778	13,6%	575	14,4%	2.751	18,6%
France	393,880	9,3%	317	8,0%	1.495	10,1%
Italie	344,278	8,1%	147	3,7%	1.262	8,5%
Belgique	178,472	4,2%	167	4,2%	924	6,3%
Luxembourg	101,118	2,4%	231	5,8%	659	4,4%
Pays-Bas	94,264	2,2%	45	1,1%	252	1,7%
Danemark	84,988	2,0%	23	0,6%	215	1,5%
Autres	251,077	5,9%	665	16,7%	1.842	12,5%
TOTAL	4.237,082	100,0%	3.987	100,0%	14.762	100,0%

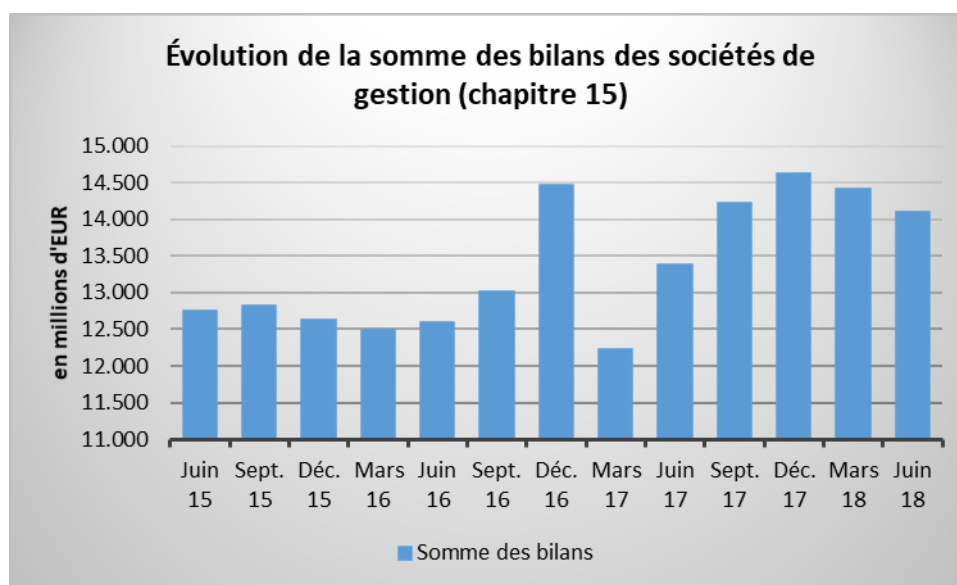
Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	5,388	0,127%	28	0,190%
CAD	1,803	0,043%	22	0,149%
CHF	47,259	1,115%	282	1,910%
CNH	1,643	0,039%	23	0,156%
CNY	0,170	0,004%	4	0,027%
CZK	1,334	0,031%	65	0,440%
DKK	1,727	0,041%	11	0,075%
EUR	2.318,739	54,725%	9.385	63,575%
GBP	115,347	2,722%	337	2,283%
HKD	4,942	0,117%	10	0,068%
HUF	0,312	0,007%	31	0,210%
JPY	64,184	1,515%	206	1,395%
MXN	0,016	0,000%	1	0,007%
NOK	4,835	0,114%	31	0,210%
NZD	0,722	0,017%	5	0,034%
PLN	0,362	0,009%	15	0,102%
RON	0,469	0,011%	4	0,027%

SEK	52,330	1,235%	188	1,274%
SGD	0,499	0,012%	4	0,027%
TRY	0,018	0,000%	3	0,020%
USD	1.614,960	38,115%	4.106	27,815%
ZAR	0,023	0,001%	1	0,007%
TOTAL	4.237,082	100,000%	14.762	100,000%

Sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 15 de la loi 2010

Somme des bilans au 30 juin 2018 en baisse



Fonds de pension

Au 8 août 2018, **13 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

À la même date, **18 professionnels** étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Organismes de titrisation

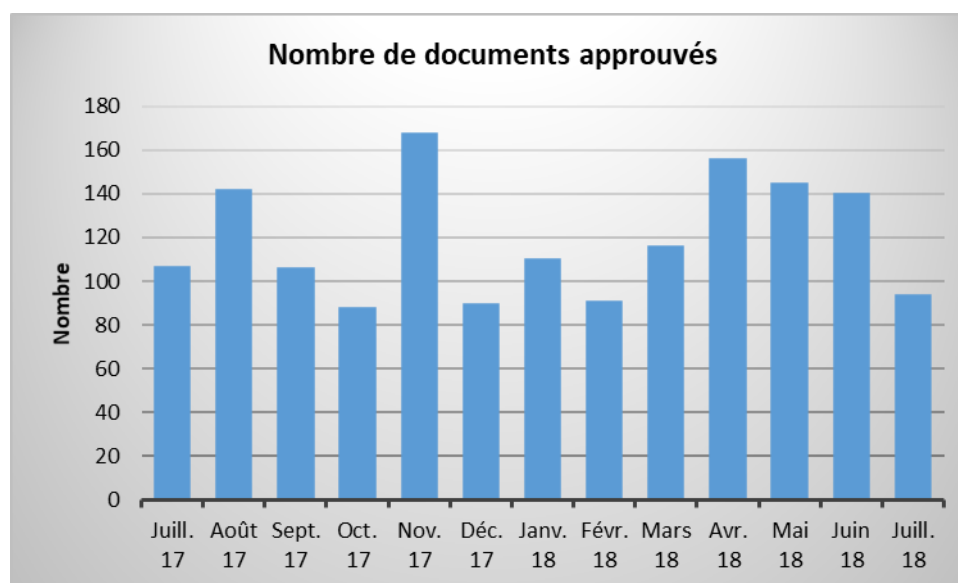
Le nombre des **organismes de titrisation agréés** par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **31 unités** au 10 août 2018.

Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 juillet 2018, **59 cabinets de révision agréés** et **306 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **31 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé (Partie II et Partie III, Chapitre 1 de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières)

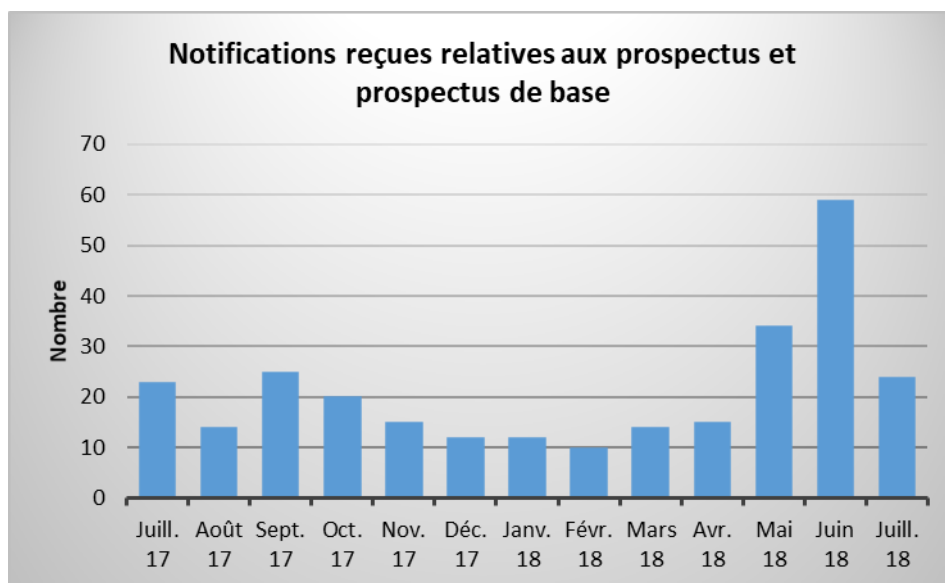
Approbations par la CSSF



Au cours du mois de juillet 2018, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 94 documents, qui se répartissent comme suit :

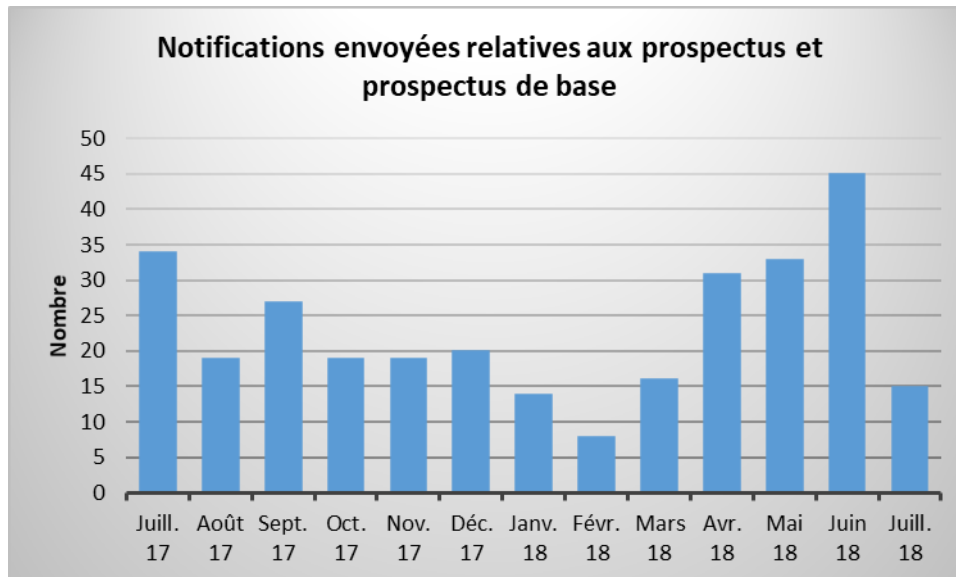
prospectus de base :	25	(26,60 %)
autres prospectus :	23	(24,47 %)
documents d'enregistrement :	1	(1,06 %)
suppléments :	45	(47,87 %)

Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de juillet 2018, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, 24 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 46 notifications relatives à des suppléments.

Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de juillet 2018, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, 15 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 23 notifications relatives à des suppléments⁵.

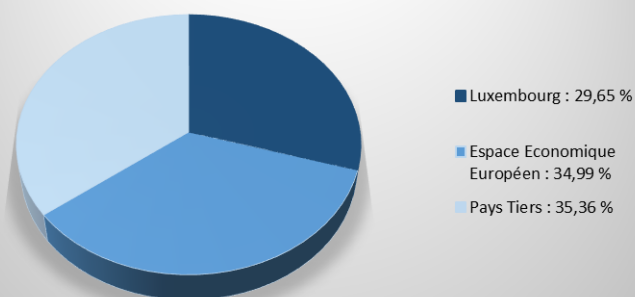
⁵ Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs États membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs États membres n'est compté qu'une seule fois.

Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

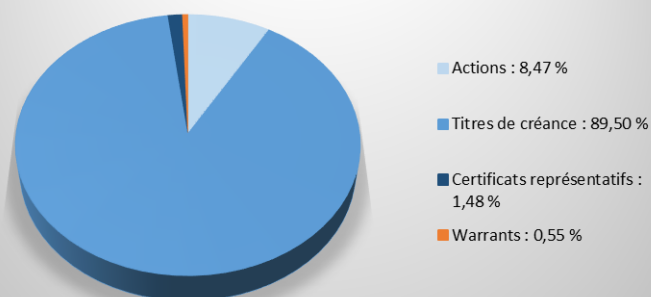
Depuis le 10 juillet 2018, 3 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 7 émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 10 août 2018, 543 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (14/08/2018)	138	↘ 3 entités
	Somme des bilans (31/03/2018)	EUR 746,106 mia	↘ EUR 54,032 mia
	Résultat avant provisions (31/03/2018)	EUR 1,278 mia	↘ EUR 129 mio
Etablissements de paiement	Nombre (14/08/2018)	10	aucune variation
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (14/08/2018)	5	aucune variation
OPC	Nombre (14/08/2018)	Partie I loi 2010 : 1 839	↘ 45 entités
		Partie II loi 2010 : 301	↘ 36 entités
		FIS : 1 545	↘ 70 entités
		TOTAL : 3 685	↘ 151 entités
	Nombre (09/08/2018)	SICAR : 279	↘ 12 entités
	Patrimoine global net (30/06/2018)	EUR 4 237,082 mia	↗ EUR 293,484 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (31/07/2018)	205	↗ 2 entités
	Somme des bilans (30/06/2018) ⁶	EUR 14,109 mia	↗ EUR 715 mio
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (31/07/2018)	164	↘ 7 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (14/08/2018)	235	↗ 10 entités
Fonds de pension	Nombre (08/08/2018)	13	aucune variation
Organismes de titrisation agréés	Nombre (10/08/2018)	31	↘ 3 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (14/08/2018)	100 dont 6 succursales	↘ 6 entités
	Somme des bilans (30/06/2018)	EUR 1,627 mia	↘ EUR 2,338 mia
	Résultat net provisoire (30/06/2018)	EUR 52,92 mio	↘ EUR 27,33 mio
PSF spécialisés	Nombre (14/08/2018)	111	↘ 2 entités
	Somme des bilans (30/06/2018)	EUR 6,611 mia	↗ EUR 611 mio
	Résultat net provisoire (30/06/2018)	EUR 251,305 mio	↗ EUR 75,542 mio
PSF de support	Nombre (14/08/2018)	76	↘ 1 entité
	Somme des bilans (30/06/2018)	EUR 1,297 mia	↗ EUR 149 mio
	Résultat net provisoire (30/06/2018)	EUR 38,80 mio	↘ EUR 11,91 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (10/08/2018)	543	↘ 87 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (31/07/2018)	59 cabinets de révision agréés	↘ 1 entité
		306 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 11 personnes
		31 contrôleurs et entités de pays tiers	↘ 9 entités
Emploi (30/06/2018)	Banques	26 483 personnes	↗ 350 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15) ⁶	4 552 personnes	↗ 360 personnes
	Entreprises d'investissement	2 084 personnes	↘ 194 personnes
	PSF spécialisés	4 341 personnes	↗ 238 personnes
	PSF de support	10 207 personnes	↗ 1 005 personnes
	Total	47 667 personnes	↗ 1 759 personnes ⁷

⁶ Chiffres provisoires⁷ Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.